



**Rapport de l'atelier technique interrégional sur
les outils et mesures destinés à contribuer à la mise en place de
politiques de promotion d'une économie verte inclusive**

**Nairobi, Kenya - Complexe des Nations Unies, salle de conférence 1
2-4 juillet 2013**

Sommaire :

Vue d'ensemble et messages clés

Résumés des sessions

Annexe Notes informelles issues des groupes de discussion

**Rapport de l'atelier technique interrégional sur
les outils et mesures destinés à contribuer à la mise en place de politiques de
promotion d'une économie verte inclusive
Nairobi, Kenya - Complexe des Nations Unies, salle de conférence 1
2-4 juillet 2013**

Vue d'ensemble

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) ont organisé un « Atelier technique interrégional sur les outils et mesures destinés à contribuer à la mise en place de politiques de promotion d'une économie verte inclusive » à Nairobi, au Kenya, du 2 au 4 juillet 2013. Cet atelier a réuni plus d'une centaine d'experts et de responsables issus de 25 pays, dont une majorité en provenance d'Afrique, représentant les ministères des finances, de la planification et de l'environnement et les organisations de la société civile. Les institutions des Nations Unies ainsi que les partenaires multilatéraux et bilatéraux de développement, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA), l'Initiative Green Growth Best Practices (GGBP) (Meilleures pratiques en matière de croissance verte) et la Coalition pour une économie verte (GEC) y étaient également représentées.

Les participants ont partagé leurs expériences sur la mise en œuvre d'approches axées sur l'économie verte inclusive comme un moyen pour réduire la pauvreté et assurer un développement plus équitable et durable. Les groupes de discussion constitués à cette occasion ont évalué les points forts et les faiblesses d'un certain nombre d'outils d'évaluation et de modélisation intégrés, de réformes fiscales écologiques et de cadres de mesure. L'atelier a également permis d'identifier la manière dont le système des Nations Unies et ses partenaires pouvaient mieux répondre à la demande croissante des pays pour des approches axées sur l'économie verte inclusive.

À titre de suivi, l'ONU et ses partenaires devront intégrer les recommandations de l'atelier dans le cycle en cours de leurs programmes consacrés à l'économie verte inclusive. Cet atelier technique s'inscrit dans le cadre d'une série de manifestations co-organisées au titre de l'initiative [UNEP-DESA-UNDP Green Economy Joint Programme](#) (Programme conjoint en faveur de l'économie verte du PNUD, du PNUE et du DAES), avec le soutien des Pays-Bas et de la Commission européenne. Les activités de l'atelier ont été étayées par les travaux de la [Green Growth Knowledge Platform](#) (Plate-forme de connaissances sur la croissance verte) (www.ggkp.org) qu'elles ont en retour servi à alimenter. Elles se sont également fondées sur les activités entreprises au titre de l'[Initiative Environnement-Pauvreté du PNUD –PNUE](#).

Messages clés

- Les débats menés dans le cadre de la Conférence Rio+20 ont permis de mettre en évidence les diverses perspectives en termes d'économie verte inclusive déployées par les pays, les organismes publiques et privés et les institutions de la société civile ainsi que leurs liens avec les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les discussions portant sur le programme de développement postérieur à 2015. Comme le souligne le document final de la Conférence Rio+20, les politiques de promotion d'une économie verte inclusive peuvent être un **moyen important** pour **réduire la pauvreté** et soutenir un **développement plus durable**.
 - Bien qu'il soit nécessaire, à ce niveau, d'opérer des choix difficiles, l'adoption d'une approche axée sur une économie verte inclusive ne signifie pas qu'il faille pour autant opter pour un élément au détriment des deux autres dans l'équation alliant croissance, progrès social et durabilité environnementale. Grâce à une planification intersectorielle fiable, des cadres de politique solides et une approche privilégiant **tout ce qui touche à la gouvernance**, les économies vertes inclusives peuvent être conçues de manière à limiter l'apparition, à long terme, d'éventuels préjudices à l'encontre de certains groupes sociaux ou secteurs économiques, tout en augmentant l'accès aux investissements économiques de manière à réduire les inégalités et à promouvoir le bien-être social. Les **dimensions sociales** et les **inégalités** liées aux approches axées sur une économie verte inclusive nécessitent, en particulier, une plus grande attention.
 - Afin de garantir que la conception et la mise en œuvre d'approches intégrées fondées sur l'économie verte inclusive soient étayées par les données les plus pertinentes en la matière, les **décideurs** et les partenaires de la **société civile** et du **secteur privé** doivent disposer d'un ensemble d'instruments de politique, de mesures et de méthodologies plus sophistiqués mais pratiques, susceptibles d'être adaptés et capables de répondre aux besoins des contextes nationaux dans leur diversité.
 - Les contextes nationaux varient considérablement au regard d'un grand nombre de critères, notamment : les points de départ et les priorités du développement ; la volonté et la stabilité politiques ; les capacités institutionnelles ; les ressources techniques, financières et naturelles ; la structure économique et le positionnement sur les marchés régionaux et mondiaux. En fonction de ces besoins ainsi que d'autres facteurs, il peut y avoir **différentes voies de développement durable** et **divers outils liés à l'économie verte inclusive** en appui à ces dernières.
 - Le document final de la Conférence Rio+20 reconnaît ces besoins et encourage les institutions des Nations Unies et leurs partenaires à répondre aux demandes des pays, en coordonnant les informations disponibles sur les outils et les bonnes pratiques en matière d'économie verte inclusive. Ceux-ci peuvent être divisés en ensembles étroitement liés comprenant des outils de prise de décisions, des instruments de politique, des cadres de mesure, des processus consultatifs inclusifs impliquant un large éventail de parties prenantes et des outils de renforcement des capacités, comme suit :
 - **Les outils de prise de décisions intégrés** permettent d'évaluer les synergies intersectorielles dans les domaines sociaux, environnementaux et économiques ainsi que les choix à opérer à moyen et long terme. Ils comprennent des modèles macro-économiques à long terme, tels que le modèle
-

Threshold-21, le modèle d'équilibre général calculable (EGC), la dynamique des systèmes et l'analyse des coûts et bénéfices. Ces outils incluent également des diagnostics intégrés, comme par exemple, les évaluations environnementales stratégiques, l'analyse de l'impact social de la pauvreté, les simulations concernant les OMD, l'évaluation des performances du marché du travail et les évaluations économiques.

- Les **instruments de politique** visent à encourager l'adoption d'approches axées sur l'économie verte inclusive qui prennent en compte les impacts sur les différents secteurs économiques et groupes sociaux, y compris les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Ils incluent sur les éléments suivants : la réforme fiscale écologique ; les examens des dépenses publiques en matière de climat et d'environnement ; la protection sociale ; les programmes de travaux publics ; le microcrédit ; la protection sociale adaptative et les transferts conditionnels en espèces ; les partenariats public-privé ; les emplois verts ; et les politiques commerciales.
 - Les **cadres de mesure** servent à orienter, promouvoir et évaluer les progrès dans la réalisation des objectifs de l'économie verte inclusive en liaison avec le programme de développement émergent de l'après 2015 et le cadre des objectifs de développement durable. Ils comprennent les éléments suivants : le Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE) des Nations Unies ; le programme de comptabilisation des richesses naturelles et de valorisation des services écosystémiques (WAVES) de la Banque mondiale ; les indices composites, tels que l'indice de pauvreté multidimensionnelle (MPI) et une gamme d'indicateurs, de statistiques et de données quantitatives et qualitatives.
 - **Les approches liées au renforcement des capacités pour tous** permettent de garantir que les politiques et les partenariats interministériels et public-privé reposent sur les connaissances et les besoins des parties prenantes et de ce fait, tiennent compte des questions d'économie politique et renforcent la gouvernance et les capacités institutionnelles requises afin de mieux appliquer les outils de l'économie verte inclusive décrits ci-dessus. **Ces approches portent notamment sur** les techniques d'engagement des parties prenantes, les évaluations des capacités et les programmes de renforcement des capacités, comme par exemple, l'analyse du contexte institutionnel ou les capacités collaboratives.
- Pour qu'ils soient efficaces, de tels outils, instruments de politique ou cadres de mesure doivent être mis en œuvre et institutionnalisés à travers le cycle élargi de la politique nationale et de la budgétisation. Les approches fondées sur l'économie verte inclusive font appel à une combinaison modulable d'outils et d'instruments de politique, ce qui fait **qu'il n'existe pas de boîte à outils unique susceptible de s'appliquer à tous les cas de figure en la matière**. Les décideurs nationaux ont la possibilité de sélectionner et d'adapter une des solutions parmi la gamme complète d'outils et d'instruments de politique disponibles.
 - Pour éclairer le choix des outils axés sur l'économie verte inclusive, le système des Nations Unies et ses partenaires continueront de proposer des **plates-formes d'échanges de connaissances, des boîtes à outils et des activités d'apprentissage Sud-Sud** tels que cet atelier technique. Les équipes de pays et les partenaires des Nations Unies appuieront des initiatives élargies portant sur l'économie verte inclusive pilotées par les pays, afin de réduire la pauvreté et d'optimiser les avantages sociaux, environnementaux et économiques à moyen et long terme.
-

Résumés des sessions

Étalé sur trois jours, l'atelier technique a alterné les présentations d'experts, les discussions plénières et les travaux appliqués en petits groupes.

La Journée 1 a débuté par l'allocution d'ouverture, suivie par la présentation des objectifs de l'atelier et des séances interactives portant sur les thématiques suivantes : contexte mondial et national de l'économie verte inclusive ; vue d'ensemble des outils et mesures liés à l'économie verte inclusive ; outils de planification à long terme ; et réforme fiscale écologique. La Journée 2 s'est articulée autour des thèmes suivants : mise en œuvre nationale des approches liées à l'économie verte inclusive ; évaluations sociales, économiques et environnementales intégrées ; cadres de mesure ; et groupes de discussion approfondie portant sur l'ensemble des outils et des mesures évoqués durant la Journée 1 et la Journée 2. Quant à la Journée 3, elle a été consacrée aux implications et aux étapes ultérieures concernant la réponse devant être apportée à la demande des pays et aux priorités de la programmation favorable à l'économie verte inclusive.

La section suivante présente un récapitulatif des points clés évoqués durant les différentes sessions et les discussions plénières et des implications significatives pour les approches axées sur l'économie verte. Les présentations des sessions sont disponibles en ligne. Les notes informelles issues des groupes de discussion sont incluses en annexe.

Sessions de la Journée 1

Session 1. Définition du contexte : du plan mondial à l'échelon national et vice-versa

Les questions d'orientation ayant guidé cette session ont porté sur les points suivants :

- Quelles sont les implications, au niveau des pays, des préparatifs à la conférence Rio+20, y compris les rapports nationaux et le document final, sur les approches en faveur d'une économie verte inclusive, le développement durable et l'éradication de la pauvreté ?
- Quels sont les liens aux OMD, au programme de développement pour l'après 2015 et aux objectifs de développement durable ?
- Quelles sont les activités de suivi post-Rio enclenchées aux niveaux mondial, régional et national ?
- Comment celles-ci peuvent-elles aider les décideurs à planifier des initiatives en faveur d'une économie verte ?
- Quels sont les liens aux outils et mesures ?

Les principaux points extraits des présentations

La série de conférences sur le développement durable des Nations Unies, y compris Rio+20, ont clairement défini les principes d'intégration des volets sociaux, environnementaux et économiques du développement, notamment par le biais **d'approches axées sur l'économie verte inclusive et sur la croissance verte**.

Pour faire avancer la réalisation des **OMD** et encourager le **passage au programme de développement postérieur à 2015** et aux **objectifs du développement durable**, il est nécessaire de recourir à des transitions plus en profondeur vers des formes de croissance résilientes, fondées sur l'utilisation efficiente des ressources, qui offrent une multitude d'avantages sociaux, économiques et environnementaux.

D'importants enseignements en matière de conception et de mise en œuvre peuvent être tirés de l'expérience des OMD, comme suit :

- impliquer toutes les parties prenantes, depuis les étapes initiales de la définition des objectifs, des cibles et des indicateurs jusqu'aux étapes liées aux diagnostics, à la planification, au financement et à la mise en œuvre ;
- offrir aux pays la flexibilité nécessaire pour personnaliser et définir les objectifs en fonction de leurs besoins ;
- ancrer les activités dans les plans, les politiques, les lois et la budgétisation du développement national ;
- mettre en place un mécanisme robuste de suivi et d'évaluation ;
- assurer des examens périodiques aux niveaux mondial et national ;
- maintenir la dynamique grâce à des activités de plaidoyer, de renforcement des capacités et de promotion politique ;
- rassembler les données et les preuves comme éléments indispensables à la planification ; recourir aux indicateurs indirects mais utiliser cette option avec prudence ; évaluer préalablement les disparités afin que les mesures effectuées soient exactes.

Il est primordial que les approches axées sur l'économie verte inclusive prennent en compte la qualité de la croissance et son efficacité à se traduire par une réduction significative de la pauvreté. Ceci exige, en retour, la prise en compte des choix à opérer ainsi que l'adaptation et le suivi des outils liés à l'économie verte inclusive utilisés aux échelons national et sous-national.

Questions/ Commentaires/ Observations

Les participants ont souligné l'importance de recourir à l'exploitation des données durant le processus de planification, tout en reconnaissant les lacunes causées par l'utilisation de données indirectes et la nécessité d'envisager des méthodes de collecte des données plus rentables.

L'accent a été mis sur la nécessité de disposer de processus associés à l'économie verte qui soient équitables et inclusifs, notamment en ce qui concerne l'intégration de l'égalité des sexes et des principes d'autonomisation des femmes, des jeunes ainsi que d'autres groupes de la population.

Les participants ont également discuté de l'importance de tenir compte de la difficulté des choix à opérer et du rôle des programmes existants à cet égard, lesquels peuvent ne pas porter le label de l'économie verte mais néanmoins en partager les objectifs, comme dans le cas, par exemple, des objectifs du Millénaire pour le développement ou de l'Initiative Pauvreté-Environnement.

Session 2. Vue d'ensemble des outils, mesures et initiatives en faveur d'une économie verte inclusive

Les présentations de cette session ont porté sur les sous-thèmes suivants :

- outils de diagnostic et de prise de décisions pour les évaluations intégrées ;
- instruments de politique destinés à réaliser la réforme fiscale écologique et l'innovation verte y afférente et instruments liés respectivement à la politique industrielle, à la politique de l'emploi et à la protection sociale ;
- outils de financement ;
- engagement inclusif des parties prenantes et outils de renforcement des capacités connexes, y compris l'analyse du contexte institutionnel ;
- cadres de mesure, données et indices utilisés pour guider les diagnostics, les activités de suivi et d'évaluation, ainsi que les actions de plaidoyer.

Les points clés des présentations

Les approches axées sur l'économie verte inclusive reflètent **l'évolution constante de la pensée et des expériences dans le domaine du développement**, notamment en rapport avec les outils de l'économie verte inclusive et la législation environnementale s'y rapportant.

Pour être efficaces, les outils, les instruments de politique et les cadres de mesure associés à l'économie verte inclusive doivent être mis en œuvre et institutionnalisés à travers le cycle élargi de la politique nationale et de la budgétisation. Les outils liés à l'économie verte inclusive permettent d'opérer des **revirements dans les investissements publics et privés consacrés au développement** qui sont susceptibles de générer de multiples avantages sociaux, environnementaux et économiques.

Les décideurs ont la possibilité de sélectionner et d'adapter le produit de leur choix dans la panoplie d'outils consacrés à l'économie verte inclusive et la gamme d'instruments de politique disponibles. Dans le même temps, il n'existe pas de modèle unique d'économie verte inclusive et aucun outil ou modèle ne pourra assurer la transition vers une économie verte inclusive s'il est utilisé dans le contexte d'une approche cloisonnée. Les questions liées à l'économie politique, au renforcement des capacités, à la coordination et aux partenariats avec le secteur privé et la société civile sont tout aussi importantes que les outils visés par cet atelier.

Afin de garantir une meilleure incidence sur les aspects sociaux, environnementaux et économiques du développement durable, les politiques retenues doivent être fondées sur une évaluation des impacts au niveau de l'ensemble des secteurs économiques et des groupes de la population, à moyen et long terme, y compris en ce qui concerne les synergies et les options dont il est primordial de tenir compte pour déterminer les choix à opérer en matière de politique.

Des partenariats novateurs ont été mis en avant, notamment ceux qui ont été rendus possibles grâce à la Coalition pour une économie verte.

Questions/ Commentaires/ Observations

Il est nécessaire d'intensifier les actions de sensibilisation et de renforcement des capacités pour garantir que les experts nationaux, les responsables gouvernementaux et les institutions universitaires puissent avoir accès à un large éventail d'outils liés à l'économie verte inclusive.

Les interventions en matière d'économie verte inclusive doivent être suffisamment souples pour répondre aux besoins et aux priorités évolutives des gouvernements et d'autres parties prenantes, tout en maintenant le cap sur la transformation, à long terme, des investissements publics et privés, de manière à ce que ces derniers génèrent un grand nombre d'avantages sociaux, environnementaux et économiques.

Les participants ont également échangé des informations sur les bonnes pratiques, notamment celles qui ont été mises en œuvre au Pakistan pour appuyer l'instauration d'un premier ensemble d'institutions ayant pour mandat le renforcement des capacités du secteur public. L'utilisation de l'apprentissage en ligne a également été encouragée, y compris à travers le cours de formation conjointement organisé par le PNUE et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sur les approches de l'économie verte inclusive.

Session 3. Outils de prise de décisions intégrés - Les modèles de planification à long terme : les options de choix et de synergies possibles au niveau des aspects sociaux, environnementaux et économiques du développement durable

Les questions d'orientation et les sous-thèmes ayant guidé cette session ont porté sur les points suivants :

- Outils de planification à long terme et modèles (Threshold-21, modèles d'équilibre général calculables (EGC), évaluations de la vulnérabilité au changement climatique, courbes de coût marginal de réduction des émissions, divers types d'analyse des coûts et bénéfiques) : comment identifier et traiter les synergies et les choix à opérer au niveau des aspects sociaux, environnementaux et économiques du développement durable ?
- Que produisent ces modèles ?
- Comment sont-ils appliqués et à quelle échelle ? Quels sont leurs points forts, leurs faiblesses et leurs limitations ?
- Comment sont-ils reliés à l'économie verte inclusive et aux initiatives d'intégration de la dimension pauvreté-environnement ?

Les points clés des présentations

Les solutions aux défis posés par le développement durable sont loin d'être simples. Par conséquent, il est nécessaire de disposer d'une multitude de modèles, les politiques ne pouvant être réduites à un modèle unique en raison de la diversité des besoins.

Les outils de modélisation servent à identifier les synergies et faire face aux conséquences des choix dictés par l'adoption des différentes politiques et par les investissements opérés à l'échelle de l'ensemble des secteurs économiques, visant tous les groupes de la population, à moyen et long terme.

Selon les spécificités des pays, les décideurs ont la possibilité de sélectionner et d'adapter une panoplie d'outils de modélisation à long terme, incluant notamment : le modèle Threshold-21, les modèles d'équilibre général calculables (EGC), les évaluations de la vulnérabilité au changement climatique, les courbes de coût marginal de réduction des émissions et les divers types d'analyse des coûts et bénéfices.

Threshold-21 et les outils similaires peuvent contribuer à briser les barrières sectorielles et promouvoir le dialogue entre les parties prenantes afin que tous puissent voir et apprécier les résultats des diverses voies de développement. Au Kenya, le modèle Threshold-21 a été optimisé pour s'appliquer plus spécifiquement aux impacts du changement climatique et aux mesures d'adaptation et d'atténuation y afférentes.

Les diagnostics à long terme, y compris la modélisation à l'échelle de l'économie, requièrent des données rigoureuses, une formation spécifique pour l'utilisation et l'application régulière de l'outil concerné ainsi que la mise en correspondance de ses effets à moyen terme sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

L'analyse des coûts et bénéfices peut servir à évaluer les coûts de l'inaction à l'égard d'un certain nombre de questions liées à la gestion des ressources naturelles, comme par exemple, l'utilisation de pesticides et d'autres produits chimiques. L'exploitation de ces outils exige également une forte volonté politique pour veiller au suivi des résultats de l'analyse par le biais de la révision des politiques et des mécanismes de financement impliqués.

Questions/ Commentaires/ Observations

Les participants ont admis que le choix d'un outil de modélisation devait tenir compte de certaines considérations pratiques portant sur les compétences, le temps et les ressources financières nécessaires à son exécution, tout particulièrement par rapport à d'autres priorités de l'économie verte inclusive.

La question des coûts et des investissements directs étrangers a été mise en évidence par des exemples, dont celui de l'eau dans le delta du Niger, où les investisseurs ont manifesté leur inquiétude à l'égard des coûts élevés imposés par le gouvernement.

Trois modèles Threshold-21 sont en cours d'adaptation par différents pays dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans chacun de ces cas, les phases initiales de formation et d'analyse durent environ six mois.

Les participants ont également souligné l'importance capitale de la continuité des efforts de collaboration à l'échelle du système des Nations Unies et de l'appui indispensable des institutions, des pays et des régions aux outils de diagnostic et aux approches se rapportant à l'économie verte inclusive.

Session 4. Instruments de politique - La réforme fiscale écologique : élimination des barrières, création d'incitations, prise en compte des choix sociaux

Les questions d'orientation ayant guidé cette session ont porté sur les points suivants :

- Comment les politiques budgétaires influencent-elles la planification et la mise en œuvre d'approches axées sur l'économie verte inclusive ?
- Quelles sont les implications des différentes options de la réforme fiscale pour les subventions et les taxes, le recouvrement des coûts grâce aux droits et aux redevances, et les redevances pollution ?
- Quelles sont les expériences réussies en matière de réformes portant sur les subventions nuisibles à l'environnement ou inefficaces sur le plan économique et social ?
- Comment aborder les choix qui s'imposent au niveau des réformes fiscales à l'échelle des différents groupes sociaux et secteurs économiques ?
- Quel est le rôle des Examens des dépenses publiques liées à l'environnement (PEER) ?

Les points clés des présentations

Les approches axées sur l'économie verte inclusive devraient envisager l'adoption de mesures incitatives pour les investissements publics et privés en faveur du développement, de façon à accroître les avantages sociaux, environnementaux et économiques, à moyen et long terme.

La réforme fiscale représente un aspect essentiel pour aborder les systèmes de mesures incitatives et des outils tels que les Examens des dépenses publiques liées à l'environnement peuvent appuyer de telles réformes.

Cet effort devrait être couplé à des stratégies de réduction de la pauvreté et de croissance durable de plus grande ampleur, qui privilégient les initiatives budgétaires en faveur des pauvres, améliorent les liens intersectoriels, font appel à une méthode normalisée pour mesurer les dépenses environnementales et se concentrent sur la réduction des dépenses internes en matière d'environnement.

Il est primordial de diminuer la dépendance à l'égard des ressources externes et de mieux prendre en compte les dépenses liées à l'économie verte inclusive par une utilisation plus efficace des ressources. Par exemple, la lutte contre la déforestation pourrait être encouragée par la démonstration de l'importance des revenus et des moyens de subsistance qu'il serait possible de préserver grâce à une gestion forestière saine. Cette campagne pourrait être financée par le recouvrement de redevances et de droits de licence auprès des utilisateurs et des pollueurs (en application des principes de « l'utilisateur-payeur » et du « pollueur-payeur »).

La suppression des subventions allouées aux carburants et à d'autres produits entraînerait des conséquences sociales, environnementales et économiques inattendues, à la fois positives et négatives.

L'impact de ces interventions devrait être évalué en amont, comme cela a été fait par le biais du programme LEAP au Ghana.

Les examens des dépenses publiques peuvent aider à identifier les niveaux actuels de l'investissement public annuel dans les domaines liés à l'environnement à l'échelle de l'ensemble des politiques publiques afin d'évaluer si ces investissements sont suffisants, ciblés et efficaces.

Les conclusions de ces examens pourraient servir à renforcer les liens entre les politiques intersectorielles axées sur l'économie verte inclusive et leurs sources de financement et contribuer ainsi à clarifier les processus nationaux et sous-nationaux de budgétisation. Ces résultats peuvent aussi fournir des preuves visant à justifier de la nécessité d'investissements supplémentaires, notamment en matière d'utilisation de divers outils et systèmes de mesure liés à l'économie verte inclusive. De nombreux pays doivent adapter une méthode de mesure normalisée applicable aux dépenses environnementales.

Questions/ Commentaires/ Observations

Le Ghana a expliqué comment il a procédé pour équilibrer les interventions de l'État dans le secteur de l'énergie de manière à éliminer progressivement les subventions aux carburants, en orientant ses efforts prioritaires vers d'autres secteurs et en optant pour des mesures visant à compenser la consommation de carburants, comme par exemple les tarifications incitatives.

Plusieurs pays ont souligné la nécessité d'adopter une vision holistique du développement durable sur les vingt ou trente prochaines années et de préférer, dans la mesure du possible, les réformes progressives aux réformes radicales. Dans ce contexte, les priorités des ressources publiques devraient être centrées sur le bien-être des citoyens tout en réduisant les externalités.

Les participants ont également mis en avant l'importance d'impliquer le secteur informel et la société civile dans les activités liées à la réforme fiscale et à l'économie verte inclusive, et de faire appel aux chefs de file politiques pour étendre les réformes au-delà des échéances électorales.

Ce travail peut également être renforcé en insistant sur les questions d'économie politique et de coordination entre les parties prenantes, y compris grâce à des outils tels que l'analyse du contexte institutionnel et les capacités collaboratives.

Sessions de la Journée 2

Session 5. Approches axées sur l'économie verte inclusive : mise en œuvre au niveau national

Des expériences de pays et des études de cas en matière d'économie verte inclusive ont été présentées par le Bangladesh, l'île Maurice et l'Éthiopie.

Les questions d'orientation ayant guidé cette session ont porté sur les points suivants :

- Quelles sont les opportunités offertes par les approches axées sur l'économie verte inclusive, y compris en termes de liens vers les stratégies de réduction de la pauvreté et les questions d'équité sociale ?
- Quelle a été l'expérience des différents pays en matière de formulation des stratégies, des plans et des politiques en faveur d'une économie à faibles émissions de carbone, soucieuse de favoriser l'inclusion sociale et utilisant les ressources naturelles de manière rationnelle ?
- Quelles sont les capacités essentielles pour soutenir les initiatives fondées sur une économie verte inclusive ?
- Dans quelle mesure les mécanismes du marché interviennent-ils pour soutenir le développement équitable, inclusif et durable ? Quelles sont les situations dans lesquelles leur rôle à cet égard est inexistant ?

Les présentations complètes par pays ainsi que d'autres ressources se rapportant à l'atelier sont disponibles en ligne.

Les cadres nationaux tels que la Stratégie nationale de développement social au Bangladesh intègrent des approches axées sur l'économie verte inclusive comme un moyen pour réaliser le développement durable et éradiquer la pauvreté. Ces cadres peuvent modifier l'orientation des investissements publics et privés dans des domaines tels que les énergies renouvelables et l'agriculture durable, tout en enrayant la dégradation des environnements urbains et en renforçant la protection et la sécurité sociales.

Certains petits États insulaires en développement ainsi que d'autres pays sont confrontés à une variété de défis concernant la mise en œuvre de l'économie verte inclusive, dont le changement climatique et les catastrophes naturelles, la faiblesse des ressources et une industrie du tourisme qui tend à être alimentée par l'étranger.

Les stratégies nationales axées sur l'économie verte inclusive doivent s'aligner sur les constitutions des pays concernés et sur leurs politiques en matière d'environnement et de développement, à l'instar de la stratégie CGRE de l'Éthiopie, qui vise également à réduire à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre (GES).

Questions/ Commentaires/ Observations

Les participants et les intervenants ont souligné la nécessité de collaborer avec les ministères des finances dans le cadre des efforts élargis ciblant les options stratégiques liées à l'économie verte inclusive en termes d'évaluation des coûts, de priorisation et de financement, tout en tenant compte des choix et des synergies en jeu.

Par ailleurs, outre les impacts sociaux des approches axées sur l'économie verte inclusive, les participants ont mis en avant la nécessité de tenir compte de l'impact de différents scénarios d'investissement sur la croissance et les échanges commerciaux.

La nécessité de renforcer les partenariats public-privé a été soulignée, notamment à travers les débats d'orientation.

Les participants ont également admis qu'il fallait impliquer d'autres groupes de parties prenantes, dont les femmes, les jeunes et les communautés autochtones dans le cadre de la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'une politique axée sur l'économie verte inclusive.

Session 6. Les évaluations sociales, économiques et environnementales intégrées

Cette session était consacrée aux évaluations intégrées : évaluations environnementales stratégiques, analyse de l'impact social de la pauvreté, simulations des OMD, évaluation des performances du marché du travail et évaluations économiques.

Les questions d'orientation ayant guidé cette session ont porté sur les points suivants :

- Que produisent ces évaluations ?
- Comment sont-elles appliquées et à quelle échelle ? Quels sont leurs points forts, leurs faiblesses et leurs limitations ?
- Comment sont-elles reliées aux initiatives en cours visant à la prise en compte systématique des aspects liés à l'économie verte inclusive et à la dimension pauvreté-environnement ?

Les points clés des présentations

Les présentations effectuées dans le cadre de cette session ont permis d'expliquer comment il était possible de renforcer et d'étayer les approches axées sur l'économie verte inclusive dans les différents contextes nationaux en combinant les évaluations sociales, économiques et environnementales intégrées.

En effet, les évaluations intégrées peuvent aider à identifier les synergies et les choix décisifs à opérer au niveau de l'ensemble des secteurs économiques et des divers groupes de la population, en fonction des différentes options de politique et des scénarios d'investissement envisagés à court, moyen et long terme.

Ces évaluations sont particulièrement importantes pour garantir que les approches axées sur l'économie verte inclusive soient favorables aux pauvres et répondent aux besoins et au niveau de connaissance respectifs des femmes, des jeunes, des populations autochtones et des groupes marginalisés.

Ces évaluations peuvent être utilisées sur le plan macroéconomique, intersectoriel, sectoriel, communautaire et à l'échelon des ménages afin d'identifier les liens entre les vecteurs de pauvreté, les inégalités, la dégradation de l'environnement, la croissance et les options de politique axées sur l'économie verte inclusive qui influencent directement et indirectement les trajectoires du développement durable au niveau des pays.

Certaines de ces options de politique comprennent le partage des bénéfices, le renforcement de la protection sociale et des services publics, la réaffectation plus judicieuse des ressources publiques tant au niveau des revenus propres de l'État qu'au titre de l'Aide publique au développement (APD), ainsi que la modification des mesures d'incitation fiscale de sorte à réorienter les investissements publics et privés vers des domaines plus propices aux objectifs de l'économie verte inclusive.

Questions/ Commentaires/ Observations

Les discussions de la session ont mis l'accent sur la nécessité d'institutionnaliser l'exploitation de ces évaluations dans le cadre de la politique nationale et des processus budgétaires afin de leur assurer une application plus cohérente.

Plusieurs pays de la région et au-delà mettent déjà en œuvre une variété d'évaluations intégrées. Les participants ont reconnu la nécessité de partager ces expériences de manière plus étendue.

Session 7. Cadres de mesure :

aller au-delà du PIB pour inclure les dimensions sociale et environnementale

Les questions d'orientation et les sous-thèmes ayant guidé cette session ont porté sur les points suivants :

- **Quels sont les cadres de mesure nécessaires pour étayer, suivre et évaluer les approches axées sur l'économie verte inclusive ?**
- Quels sont les points forts, les faiblesses et les limitations de ces mesures ainsi que leurs liens avec les efforts visant à favoriser l'économie verte et l'Initiative Pauvreté-Environnement ?
- Quel est le rôle du Système de comptabilité économique et environnementale intégrée (SCEE) en matière d'appui à l'élaboration de politiques de promotion d'une économie verte inclusive dans un pays donné ? Comment le programme WAVES mené par la Banque mondiale peut-il appuyer ces efforts?
- Quels sont les exemples de démarche qui consiste à « aller au-delà du produit national brut » pour saisir les aspects sociaux, environnementaux et économiques liés à l'économie verte inclusive, notamment en rapport avec les indicateurs de l'économie verte du PNUE, les indicateurs multidimensionnels de la pauvreté et le Cadre de résultats de l'Initiative Pauvreté-Environnement ?

Les points clés des présentations

Les données, les statistiques, la comptabilisation des richesses naturelles, les indices et les indices composites sont autant d'éléments clés susceptibles de renforcer les activités de sensibilisation, de plaidoyer, d'incitation, de suivi et d'évaluation applicables aux politiques axées sur l'économie verte inclusive en les rendant plus transparentes et responsables sur le court, moyen et long terme. Ces éléments sont indispensables à l'établissement de diagnostics permettant d'identifier et de prendre en compte les choix difficiles à opérer dans les transitions vers une économie verte inclusive, y compris en ce qui concerne les groupes vulnérables et marginalisés.

Les capacités institutionnelles et les ressources nécessaires pour mettre en place ces systèmes de mesure applicables à l'économie verte inclusive doivent être renforcées.

Le Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE) constitue un cadre établi qui peut servir de fondement aux comptes standardisés directement en rapport avec les outils axés sur l'économie verte inclusive et les instruments de politique abordés dans cet atelier. Il appartient à chaque pays soucieux d'adapter et de mettre en œuvre le système SCEE de renforcer les activités de plaidoyer et les capacités nécessaires à cet effet.

Le programme de comptabilisation des richesses naturelles et de valorisation des services écosystémiques (WAVES) vise à soutenir la mise en œuvre du système SCEE et à promouvoir le développement durable en veillant à ce que les comptes nationaux utilisés pour mesurer et planifier la croissance prennent en considération la valeur des ressources naturelles.

Les transitions axées sur l'économie verte inclusive s'appuient sur un système complet de mesures qui tient compte des éléments suivants : (1) l'état des approches fondées sur l'économie verte inclusive ; (2) le degré d'intégration de ces approches dans les processus d'élaboration des politiques. Le manuel du PNUÉ consacré aux indicateurs de l'économie verte fournit une approche progressive sur la procédure permettant de délimiter, classer et quantifier les transformations induites par une économie verte.

Les indicateurs de l'économie verte inclusive peuvent aider les décideurs à mener à bien les tâches suivantes : 1) identification et hiérarchisation des problèmes, et définition d'un programme d'action pour les interventions politiques ; 2) identification des options d'intervention possibles ; 3) évaluation des impacts des politiques retenues à l'échelle de l'ensemble des secteurs économiques avant leur mise en œuvre, en privilégiant plus particulièrement les indicateurs des impacts socio-économiques et du bien-être ; et 4) suivi des performances liées aux interventions mises en œuvre.

Les activités menées au titre de l'Initiative Pauvreté-Environnement à l'île Maurice ont montré qu'il était nécessaire de recourir aux actions suivantes : amélioration des systèmes de suivi et d'évaluation en y intégrant des indicateurs distinctifs de la dimension de Pauvreté-Environnement ; suivi régulier de la mise en œuvre des stratégies nationales et des progrès enregistrés en matière de développement ; nécessité de multiplier les actions ponctuelles en vue de réévaluer le programme de développement et les politiques indispensables pour opérer les changements attendus.

Questions/ Commentaires/ Observations

Les participants ont fait état des opportunités qui leur étaient offertes de tirer profit des expériences menées dans le domaine des OMD et de les appliquer aux efforts de mesure de l'économie verte inclusive, notamment à travers la mise en œuvre de services de support liés au système SCEE et au programme WAVES.

Dans certains cas, des disparités peuvent exister entre les différents rapports établis aux niveaux national et sous-national. Pour cette raison, il est impératif de disposer d'outils et de systèmes d'obligation de rendre compte améliorés afin de garantir l'exactitude des informations signalées.

Les participants ont fait état des défis posés par l'indisponibilité des données, l'utilisation de données obsolètes et le manque de ressources.

Le rôle des groupes de la société civile pour compléter les rapports du gouvernement a été mis en évidence. Ceci devrait favoriser une plus grande transparence. Il est nécessaire de renforcer les capacités de la société civile pour assurer un tel rôle.

Les participants ont reconnu l'importance de recourir à de multiples indicateurs en sélectionnant ceux qui étaient applicables au contexte du pays. Ils ont également noté la nécessité, pour les systèmes de gouvernance, de renforcer la collecte et l'utilisation de données liées à l'économie verte inclusive.

Session 8. Discussions et travaux appliqués en petits groupes

À la fin de la Journée 2 et au début de la Journée 3, des groupes de discussion ont été mis en place pour débattre des différents ensembles d'outils présentés pendant les deux premiers jours, chaque groupe ayant la charge de présenter les conclusions de ses discussions au cours de la Journée 3. Le but de ces échanges a été défini comme suit : améliorer la compréhension de ces outils par les participants ; partager les expériences ; évaluer les points forts et les faiblesses des différents outils, instruments de politique et cadres de mesure ; identifier les opportunités pour adapter ces outils et ces mesures en vue d'étayer les approches axées sur l'économie verte inclusive dans le contexte de chaque pays, notamment grâce à l'appui continu du système des Nations Unies et des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Les discussions et les travaux appliqués en petits groupes ont servi à étayer les principaux messages du présent rapport et ont permis d'alimenter les programmes de suivi planifiés au niveau régional et national, notamment par le biais du Programme conjoint sur l'économie verte du PNUE, du PNUD et du DAES et de l'Initiative Pauvreté-Environnement du PNUD et du PNUE.

Des notes partielles et informelles prises durant les échanges dans les groupes de discussion sont reproduites en annexe.

Parmi ses recommandations, le groupe de travail a préconisé de lancer un appel à l'ONU et à ses partenaires afin de les enjoindre de poursuivre leur effort de renforcement des capacités et de continuer de contribuer à éclairer le choix des outils et des mesures liés à l'économie verte inclusive en proposant des plates-formes d'échanges de connaissances, des boîtes à outils et des activités d'apprentissage Sud-Sud tels que cet atelier technique.

ANNEXE - NOTES INFORMELLES ISSUES DES GROUPES DE DISCUSSION

Outils de diagnostic à long terme/Modélisation

Qu'est-ce que la modélisation ?

Définitions :

- Proposer un récit cohérent d'un scénario spécifique en vue de comprendre une réalité spécifique.
- Un modèle est une représentation d'un système qui permet d'enquêter sur les propriétés dudit système.

Les modèles servent à simplifier une situation complexe, en analysant les données y afférentes pour parvenir à une certaine conclusion. Un modèle est donc un outil de choix dans les discussions portant sur les options de politique. Les négociations sont conduites en s'appuyant sur les informations de base obtenues à partir de ces modèles.

Quels sont les modèles communs utilisés pour évaluer l'économie verte ?

- Le modèle EGC (modèle d'équilibre général calculable)
- L'analyse des entrées-sorties
- L'analyse des coûts et bénéfices
- Le modèle T-21

On distingue deux types de modèles :

- Les modèles existants peuvent être utilisés tels quels pour étudier les effets d'une politique axée sur l'économie verte à l'échelle des différents secteurs économiques.
- Les modèles existants sont adaptables aux fins de l'analyse de l'économie verte. Par exemple, T-21 est un modèle existant de longue date, mais qui a été modifié pour les besoins de l'analyse de l'économie verte.

Un modèle destiné à analyser l'économie verte est plus perfectionné que les anciens modèles existants. Par exemple, alors qu'un modèle classique s'arrête à une augmentation du PIB induite par une certaine politique, un modèle applicable à l'économie verte pousse l'analyse plus loin afin de déterminer le moyen de réinvestir ce gain et de prévoir le résultat d'une telle opération.

Il est nécessaire de comprendre le principe de l'économie verte en se basant sur le contexte d'un pays donné afin d'identifier le modèle qu'il convient d'appliquer. L'économie verte est principalement concernée par les interactions régissant l'ensemble des secteurs, allant de l'énergie à l'emploi, en passant par l'éducation et le transport. Si vous évaluez un seul secteur spécifique, celui-ci apparaîtra comme un coût, mais une analyse plus poussée de son effet à long terme sur les autres secteurs et sur le PIB en fera un bénéfice.

Complémentarité des modèles :

Ces modèles sont toutefois complémentaires car ils ont besoin les uns des autres pour fonctionner. Aucun modèle ne peut se suffire à lui-même. Chaque modèle a ses points forts et ses faiblesses, mais lorsqu'ils sont exécutés en même temps, ils se complètent mutuellement.

Le choix du modèle dépend en réalité des secteurs de l'économie verte que vous voulez évaluer. Cela pourrait être le modèle T-21, CGE ou le modèle basé sur l'analyse des entrées-sorties. Il n'y a donc pas de modèle unique à privilégier. Tout dépend de ce que vous voulez tester.

Il est nécessaire de disposer d'un modèle d'évaluation intégrée qui offre une analyse intersectorielle en utilisant différents facteurs. Au Costa Rica, 90 % de l'énergie provient de l'hydroélectricité mais le changement climatique a entraîné de fréquentes sécheresses qui influent, à leur tour, sur les cours d'eau et sur la puissance de l'énergie hydraulique, et en définitive, sur le secteur de l'énergie. Cela forme un cycle dans lequel les différents secteurs s'influencent mutuellement.

Différence entre les modèles T-21 et CGE

T-21 est un modèle essentiellement de type macro, qui adopte une approche macro-économique de l'analyse des données. Le modèle EGC, quant à lui, applique une démarche micro-économique à l'analyse du niveau macro-économique, en cherchant à combler le fossé entre les niveaux macro et micro.

Ces divers modèles reposent sur des méthodologies différentes qui sont responsables de leurs points forts et de leurs faiblesses.

Disponibilité des données

Les données à utiliser dépendent du modèle adopté. Elles sont spécifiques au contexte. Certaines méthodologies nécessitent plus de données que d'autres. Par exemple, T-21 exige des données provenant de nombreux secteurs, car il se fonde surtout sur les données macro, ce qui fait appel à un niveau de compréhension assez complexe.

Pour interpréter correctement les résultats d'un modèle donné, il convient de toujours garder à l'esprit le type de données utilisées pour parvenir à ces conclusions.

À quelle étape du processus de planification ou d'élaboration des politiques faut-il faire appel à un modèle ?

À chaque étape du processus. Il est nécessaire de recourir à différents modèles aux diverses étapes en fonction du résultat final que vous voulez atteindre.

Une application pratique de ce modèle serait d'identifier les parties prenantes concernées par un domaine précis, de trouver un lieu pour y exécuter le modèle, de procéder à l'analyse puis de générer les résultats que vous pourrez ensuite soit appliquer directement au processus d'élaboration des politiques, soit remettre aux décideurs chargés des statistiques afin qu'ils les utilisent aux fins de la planification. D'une manière générale, les interactions d'un modèle doivent être de type économique, sociale et environnementale.

Faiblesses des modèles

Incertitude – Les décideurs ont besoin de disposer de chiffres fiables pour élaborer les politiques. Cependant, ces modèles présentent un certain niveau d’incertitude qui peut les mettre mal à l’aise. Pour remédier à cela, il est impératif que les chiffres et les données utilisés dans le modèle soient établis avec la plus grande transparence possible.

Attitude des responsables politiques à l’égard des modèles – La difficulté évoquée ici est de parvenir à convaincre les responsables politiques d’utiliser les informations dérivées des modèles aux fins de l’élaboration des politiques.

La seule manière de contourner cette difficulté consiste à renforcer les capacités institutionnelles et individuelles permettant d’exploiter ces modèles à bon escient. Aidez-les à s’approprier le modèle, à apprendre à l’exécuter et accompagnez-les tout le long du processus. Il est également important de faire clairement la distinction entre les postes politiques et les postes ministériels qui doivent être acquis en fonction des compétences, comme c’est le cas actuellement au Kenya.

Le renforcement des capacités est un élément clé du dispositif visant à introduire et faciliter l’utilisation de nouveaux outils et des politiques axées sur l’économie verte inclusive.

Quels sont les éléments clés que vous devriez prendre en considération lors du choix d’un modèle ?

- Le secteur auquel le modèle doit être appliqué
- Le type d’analyse
- Les indicateurs clés
- Les informations que vous souhaitez rassembler
- Les données disponibles
- Le temps qu’il faut pour mettre en œuvre les résultats du modèle
- La capacité du logiciel à continuer de fonctionner longtemps après que les résultats aient été atteints

Groupe des évaluations intégrées

MEMBRES

	NOM	PAYS/ORGANISATION
1	PAUL MANDE	BURKINA FASO
2	NAAYIKE LAWIIIY	BURUNDI
3	SANDRA AMANKWA	GHANA
4	AHMED GISHARIP	SOUDAN
5	MOUSTAPHA KAMAL GUEYE	OIT
6	ISSIFI BOUREINA	NIGER
7	USMAN IFTIKHAR	PNUD
8	HAKIM AULAIAH	YÉMEN
9	CHARLES AVIS	PEI (Initiative Pauvreté-Environnement)
10	FAIZUL ISLAM	BANGLADESH
11	SARWAT CHOWDHURY	BANGLADESH
12	CHRISTINE OKAE ASARE	GHANA

Modérateur de session : Moustapha Kamal Gueye; OIT

Rapporteur : Christine Okae Asare ; Ghana

1) Demandez des clarifications sur les outils, les instruments de politique et les mesures.

- Une présentation a été faite portant sur quatre outils spécifiques, à savoir les instruments économiques SEA MAMS et la création d'emplois verts, mais il y a, par ailleurs, un grand nombre d'autres outils, tels que les outils intégrés et l'évaluation intégrée qui n'ont pas été évoqués lors de cet atelier, comme par exemple TWEB.
- Il est important de noter qu'il existe différentes échelles d'outils et que des outils spécifiques sont conçus pour les différents niveaux ; par exemple, les outils applicables au niveau macro ne sont pas les mêmes que ceux qui sont utilisables au niveau micro.
- Le choix des outils dépend également de la question devant être traitée.

2) Quels sont les points forts et les faiblesses de chaque outil ?

- Points forts (S) et faiblesses (W)
 - ◆ Les évaluations intégrées sont intersectorielles. (S)
 - ◆ La facilité d'utilisation d'un outil peut être considérée comme un point fort ou une faiblesse. (S) et (W)
 - ◆ Le calendrier de production des résultats de l'outil est très important car ceux-ci doivent alimenter le cycle de planification et ne peuvent donc pas être générés après le délai prévu pour leur utilisation aux fins de la prise de décisions. (S) et (W)
 - ◆ Le délai prévu pour l'évaluation au niveau de l'outil est très important car les résultats sont limités dans le temps et doivent servir à éclairer une décision de politique spécifique. (S) et (W)

3) Quel usage faites-vous ou souhaiteriez-vous faire de ces outils et instruments dans votre pays ?

Quels sont les outils/instruments les mieux adaptés à la situation de votre pays ?

- La réponse dépend de l'option de politique spécifique que le pays souhaite aborder.
 - Il n'y a pas d'outil unique qui convienne à toutes les situations mais une diversité d'outils parmi lesquels un pays peut choisir celui qui convient le mieux à sa situation. Les outils sont complémentaires, ne l'oublions pas.
 - L'outil devrait améliorer la participation d'un large éventail de parties prenantes.
 - L'outil possède un aspect de renforcement des capacités qui lui est associé et qui s'adresse à un large éventail de parties prenantes et non à un secteur particulier, ce qui renforce le sentiment d'appropriation de l'outil par son utilisateur.
 - L'outil est adaptable et doit être intégré.
 - Il est nécessaire d'utiliser les systèmes nationaux existants, à savoir les systèmes institutionnels appropriés en vigueur afin de garantir l'appropriation et la durabilité de l'outil concerné.
-